

Conseil national du PCF
15 novembre 2006

Philippe Stierlin

Proposer n'est pas imposer

- Proposer Marie-George Buffet comme nous l'avons voté à 96%, et dans toute la diversité contenue dans ce vote, n'est pas l'imposer. Il nous faut aborder la question de la candidature à la présidentielle avec sérénité et de manière dépassionnée. Or il y a des turbulences fortes et des inquiétudes face à une situation qui s'est dégradée en quelques jours, que ce soit entre le PCF et le collectif national, ou dans un certain nombre de collectifs qui tanguent dangereusement lorsque la question des candidatures est abordée. On est même passé à un climat de forte défiance dans certains endroits.
- Le risque est grand que le climat se dégrade encore si les membres des collectifs sont mis dans la seule situation de dire oui ou non à Marie-George, s'il y a des manipulations d'où qu'elles viennent, et si le PCF ne tient pas tous les éléments de la démarche. Parmi ces éléments, il y a le fait de dire que le PCF ira jusqu'au bout du rassemblement et du processus, y compris dans l'hypothèse où Marie-George ne serait pas retenue.
- Nous ne sommes pas dans une négociation ou un rapport de force mais dans un partenariat. En envisageant les choses d'une autre manière, dans un autre état d'esprit, en voyant des pièges partout à déjouer, en cherchant à imposer Marie-George par tous les moyens, nous n'aidons pas ceux qui ne sont « encartés » nulle part à se rapprocher du PCF. Au contraire. Ceux qui, à la direction du PCF nous ont emmené en 2002 à 3,37% avec les mêmes discours d'auto persuasion, ne peuvent faire prendre le risque aux communistes de dilapider le capital précieux que nous avons acquis depuis 2-3 ans grâce à une stratégie qui permet à la fois de rassembler et de hausser le niveau politique.
- Les conditions ne me semblent pas réunies pour avoir en France ou une présidente de la République qui soit communiste. L'objectif atteignable des anti-libéraux, et parmi eux les communistes, est de faire un score à deux chiffres, suffisamment élevé pour maîtriser une partie de la situation à gauche.
- Quels sont les critères qui au regard de cet objectif permet de faire le choix le plus pertinent pour la présidentielle ? Le critère principal est à mes yeux la capacité à rassembler, à fédérer tout l'arc politique, syndical et associatif. Dans mon esprit, l'arc politique va de l'extrême gauche à l'électorat socialiste, dont on sait qu'une part importante n'est pas convertie au blairisme ou au social-libéralisme. Or malgré les qualités réelles de Marie-George, son choix comme candidate apparaîtra, quoi qu'on dise, quoi qu'on s'en défende, comme un rassemblement autour du seul PCF, ce dont nous ne voulons pas, si j'ai bien compris le rapport. Cela rétrécirait considérablement la dynamique et les collectifs.
- J'entends bien l'argument « Marie-George sait parler aux ouvriers et aux employés », mais outre le fait qu'il faut s'adresser aussi aux chômeurs et aux précaires, comme aux ingénieurs et aux cadres, comme aux artistes, bref à l'ensemble des forces du travail et de la création, il nous faut en plus avoir une candidature qui permette d'être effectivement entendue

par toutes et tous. Or le soutien réel du PCF à tous les mouvements sociaux (CPE, EDF.GDF, SNCF, intermittents...) n'a pas conduit pour autant les intéressés à adhérer en masse au PCF, parce qu'ils ne le considèrent actuellement pas comme un levier politique. Cette question ne se réglera pas en trois semaines.

- Enfin, je trouve que l'argument « Marie-George est connue » n'est pas recevable. En 2002, que je sache, Robert était connu et a fait 3,37%. Olivier Besancenot lui était un inconnu : il a dépassé le PCF tout en se réclamant du communisme.
- Quelques mots sur Gaz de France - Suez pour finir.
- Je voudrais souligner l'utilité de débats publics et politiques sur ce sujet comme celui organisé à Laval par le PCF 53, à Tremblay en France par le député communiste François Asensi, à Valence par Annie Mazet secrétaire fédérale de la Drôme, et celui en préparation par le CG 93. Ils sont un élément clé du dispositif pour faire progresser le rapport de force.
- Si ce rapport de force progresse dans les esprits, il est cependant insuffisant à GDF, à EDF, chez Suez et dans la population ; il nous faut arriver à élargir ce débat au delà des milieux militants, ce qui n'est pas simple.
- Je retiens de ces débats que les questions d'énergie, de service public sont intimement liées aux questions d'environnement et de développement durable, structurantes des 30 années à venir. Nous ne pouvons déconnecter ces questions, d'autant plus que le développement durable sera un des axes de la campagne 2007. Ce qui se passe avec la candidature de Nicolas Hulot témoigne d'un besoin profond de politique et d'actions sur cette question.
- Enfin, l'argument essentiel à rendre populaire concernant le projet de fusion GDF -Suez est celui de la prime qui sera versée aux actionnaires. La fusion ne peut se réaliser qu'avec une parité de fusion entre les deux groupes. Or les actions GDF et Suez sont respectivement à 33 euros et 37 euros. La prime à verser aux actionnaires sera donc, selon les analystes financiers entre 4 et 5 milliards d'euros. Outre le fait que cela viderait entièrement les caisses du service public, cette prime représente plus que les budgets des Ministères de la Culture (3 milliards d'euros) et de l'Écologie et du Développement durable (0,9 milliards d'euros) réunis. On a donc un vrai choix de société : celui en faveur des actionnaires ou celui en faveur de l'intérêt général.